

## COMITÉ CONSULTATIF AT-LARGE

### Déclaration d'ALAC sur la version préliminaire du plan opérationnel et du budget de l'ICANN pour l'exercice fiscal 2016

#### Introduction

Olivier Crépin-Leblond, membre de l'ALAC appartenant à l'Organisation régionale At-Large européenne (EURALO) et membre de l'équipe de direction de l'ALAC (ALT), a proposé d'élaborer cette déclaration après en avoir discuté pendant la [Téléconférence mensuelle de l'ALAC du 30 avril 2015](#). Au cours de la téléconférence, l'ALAC a octroyé au personnel de l'ICANN chargé de soutenir l'ALAC en matière de politiques l'autorité pour soumettre directement la déclaration à la consultation publique sans chercher la plus large participation de la communauté en dehors de l'ALT, ou passer par le processus habituel de ratification des déclarations de l'ALAC.

Ce même jour, Olivier Crépin-Leblond a publié cette déclaration dans l'[espace de travail At-Large de la version préliminaire du plan opérationnel et du budget de l'ICANN pour l'exercice fiscal 2016](#). Après [la révision de l'ALT et la discussion de la déclaration dans sa liste de diffusion](#), Alan Greenberg, président de l'ALAC, a demandé à ce que la déclaration soit transmise au processus de consultation publique de l'ICANN.

#### Résumé

1. L'ALAC est satisfait de la proposition de budget dans son ensemble, mais il a un point spécifique d'intérêt lié à l'évolution du soutien à l'élaboration de politiques de l'ICANN.
2. Les activités de la GNSO et de l'ALAC sont toutes les deux essentiellement financées par le budget de politique de l'ICANN. L'élaboration de politiques est une activité essentielle à l'ICANN. L'élaboration multipartite des politiques différencie l'ICANN de toute autre organisation. Le budget global alloué à l'élaboration de politiques et au soutien des SO / AC, y compris l'aide au déplacement des unités constitutives, est d'environ 11,4 millions de dollars américains, ce qui représente étonnamment moins de 10 % du budget total pour un facteur de différenciation clé et une activité principale.
3. L'ALAC estime que la croissance de ce budget est trop faible. Cette préoccupation se traduit directement en préoccupations concernant les effectifs. Le budget montre que 16 nouvelles embauches de personnel sont prévues pendant l'exercice fiscal 2016. Pourtant, aucune de ces personnes ne semble appartenir au soutien aux politiques. L'ALAC prévoit un certain nombre de nouveaux PDP, des processus de révision, mais aussi une éventuelle prochaine série de gTLD qui ne servira qu'à augmenter la demande sur le personnel déjà très occupé. Sa communauté de structures At-Large atteindra bientôt le nombre de 200 ce qui implique la nécessité d'un soutien accru à son activité croissante. L'ALAC craint que cette nécessité d'augmenter les employés à temps plein pour donner du soutien à la politique de la GNSO et l'ALAC n'est actuellement pas reflétée dans le budget et peut conduire au surmenage du personnel, la frustration de la communauté et à une réduction de la participation de la communauté qui met en risque l'évolution du modèle multipartite qui peut devenir insoutenable à long terme.

## Déclaration d'ALAC sur la version préliminaire du plan opérationnel et du budget de l'ICANN pour l'exercice fiscal 2016

L'ALAC remercie le service financier de l'ICANN pour les importantes améliorations apportées à la mise en place du budget proposé, plus particulièrement lorsqu'il s'agit de faire participer les communautés de l'ICANN à un stade précoce.

L'ALAC est satisfait de la proposition de budget dans son ensemble, mais il a un point spécifique d'intérêt lié à l'évolution du soutien à l'élaboration de politiques de l'ICANN.

Les activités de la GNSO et de l'ALAC sont toutes les deux essentiellement financées par le budget de politique de l'ICANN. L'élaboration de politiques est une activité essentielle à l'ICANN. **L'élaboration multipartite des politiques différencie l'ICANN de toute autre organisation.** Le budget global alloué à l'élaboration de politiques et au soutien des SO / AC, y compris l'aide au déplacement des unités constitutives, est d'environ 11,4 millions de dollars américains - un chiffre obtenu du document qui a été fourni. Il a été bien compris que cela pourrait ne pas être strictement le budget total pour le soutien aux politiques des SO / AC ; toutefois, ce chiffre constitue la plus grande partie de son budget. Ce chiffre est pourtant faible si on le compare à la dépense globale du budget de l'ICANN pour l'exercice de 118,6 millions de dollars américains (113 millions de dollars de base, à l'exclusion des initiatives) – ce qui représente étonnamment moins de 10 % du budget total pour un facteur de différenciation clé et une activité principale.

L'ALAC a de graves préoccupations concernant la croissance de ce budget, qu'elle considère comme étant trop réduit.

Cette préoccupation se traduit directement en préoccupations concernant les effectifs. Les données du tableau de la page 9 du budget préliminaire de l'exercice fiscal 2016 divisé par portefeuille et projet (« 1.1 Allocation de ressources ») indique que dans la prochaine année financière, 27 employés à temps plein soutiendront l'élaboration de politiques, soit environ 8 % du total des ETP. Le budget montre que 16 nouvelles embauches de personnel sont prévues pendant l'exercice fiscal 2016 ce qui semblerait être une augmentation de 1,7 ETP pour le soutien aux politiques. Pourtant, aucune de ces personnes ne semble appartenir au secteur du soutien aux politiques. Ni l'ALAC ni la GNSO n'ont évalué et ne s'attendent pas à une réduction de leurs activités. Tout à fait le contraire. L'ALAC prévoit un certain nombre de nouveaux PDP, des processus de révision, mais aussi une éventuelle prochaine série de gTLD qui ne servira qu'à augmenter la demande sur le personnel déjà très occupé. Sa communauté de structures At-Large atteindra bientôt le nombre de 200 ce qui implique la nécessité d'un soutien accru à son activité croissante. En conséquence, l'ALAC craint que cette nécessité d'augmenter les employés à temps plein pour donner du soutien à la politique de la GNSO et l'ALAC n'est actuellement pas reflétée dans le budget et peut conduire au surmenage du personnel et à la frustration de la communauté ce qui entraînerait une réduction de la participation de la communauté qui met en risque l'évolution du modèle multipartite qui peut devenir insoutenable à long terme.